

EDITO N° 7 – France TELECOM où la réalité du libéralisme – 25 juillet 2006

Comme de nombreux citoyens, vous avez récemment pu lire, dans le quotidien régional, un acte d'incivilité que des habitants de Durbans ont commis à l'encontre d'un technicien chargé de la maintenance des lignes téléphoniques. Même si l'acte, en lui-même, est répréhensible, nous pouvons toutes et tous comprendre leur exaspération.

Lors de mes rencontres avec les maires et élus de la circonscription, au cours de mes permanences, ou encore par courrier, je suis régulièrement informé des dysfonctionnements du réseau téléphonique.

Déjà, en février 2005, j'avais alerté le PDG de France Télécom sur ces nombreux problèmes qui deviennent récurrents (non respect des délais d'interventions, poteaux non remplacés, ...). Mais à ce jour, force est de constater que la situation dans notre département ne cesse de s'aggraver.

Pour des raisons purement économiques, le choix de cette entreprise d'externaliser, et de fait de sous-traiter, la maintenance de l'ensemble de son réseau me paraît fort discutable et peu judicieux.

Dans un département rural comme le Lot, le téléphone est pour de nombreuses personnes, et en particulier pour les personnes âgées, le seul lien qui les relie avec le monde extérieur (famille, amis, services municipaux ou sociaux, ...). Il peut être vital et nécessaire en cas de soucis de santé.

Attaché comme nous tous au maintien d'un Service Public de qualité, notamment en zone rurale, je ne peux que regretter la politique de cette société qui privilégie la performance économique et financière au détriment d'un service équitable pour l'ensemble des consommateurs que nous sommes.

Ce débat est doublement d'actualité, intervenant au moment où a été signé le 23 juin dernier, la charte sur l'organisation de l'offre des services publics et au public en milieu rural. La Conférence Nationale de la Ruralité, dont je suis membre, a pour mission de veiller au respect de cette charte ; ce que je m'attellerai à faire.

Alors au moment où le libéralisme s'immisce de plus en plus dans notre quotidien, au moment où le respect de l'autre disparaît, au moment où l'individualisme prend le pas sur la solidarité, nous devons rester vigilants ; et, dans le cadre de ma fonction de parlementaire, vous pouvez être assurés de ma profonde détermination à défendre les intérêts de tout citoyen, et au maintien d'un Service Public de qualité répondant à vos attentes et besoins.

Vous pouvez également prendre connaissance du courrier que j'ai adressé récemment à Monsieur LOMBARD – PDG de France Télécom – lui rappelant son respect de cette charte, et le nécessaire respect du citoyen.

Jean LAUNAY